

## 4 Indépendance AN 58

## Discours à la Nation du Président de la République chef de l'Etat

## Mes chers compatriotes,

Notre Nation célèbre aujourd'hui le 58ème anniversaire de son accession à l'indépendance. Une indépendance qui s'inscrit comme l'acte libérateur où notre peuple a affirmé son droit à la liberté politique, économique et culturelle.

L'indépendance, gage de souveraineté, grâce à laquelle nous pouvons choisir notre propre voie, notre propre destin. Pour un pays, pour une nation, c'est le droit le plus fondamental, le plus absolu. C'est aussi une responsabilité. La plus grande des responsabilités. Une responsabilité à la fois individuelle : chaque Gabonaise, chaque Gabonais a des devoirs. Et une responsabilité collective : tous les Gabonais doivent aimer leur patrie et cultiver leur attachement à la terre, aux symboles, aux traditions, aux grands hommes comme à tous les autres car notre communauté est une et indivisible. Il n'y aurait pas, comme voudraient le penser certains, un bon Gabon et un mauvais Gabon. Il n'y a qu'un seul Gabon. Aimons-le! Chérissons-le! Préservons-le!

Ce 17 août est aussi un jour de fête. Le jour de notre fête nationale. Un jour où nous célébrons ensemble, tous ensemble, réunis par l'amour de la patrie, les valeurs républicaines d'union, de travail et de justice. Car oui, il y a un lien entre le pays, la patrie et la République.

Le pays est le berceau de notre patrie, et la patrie est socle de notre République, construction collective qui part du passé et va vers l'avenir. Un avenir que nous souhaitons tous meilleurs, pour nos enfants, nos parents, nos voisins, nos concitoyens. Le mot Patrie, évoquait pour les anciens, « la terre des pères », la terre des ancêtres. La patrie était pour chaque homme, la part de sol que sa religion domestique ou nationale avait sanctifiée. L'amour du Gabon, l'amour de la patrie est le meilleur garant de la défense de notre République.

A l'heure où nous devons plus que jamais magnifier notre patrie, célébrer notre indépendance et rechercher dans notre vécu commun, les ressorts de notre passion pour le Gabon, force est de constater que certains compatriotes, de plus en plus nombreux hélas, se laissent tenter par les idées populistes, irresponsables et dangereuses, qui au nom d'un prétendu nationalisme, prônent le repli sur soi et le rejet de l'autre, du seul fait de ses origines.

Les idées prétendument nationalistes partout où elles ont prospéré n'ont conduit qu'à la ruine et à la désolation des peuples. C'est en effet au nom des nationalismes que le monde bascula dans les deux grandes guerres, avec le cortège d'horreur que l'on sait.

Ce sont également les idées nationalistes qui ont conduit, à l'intérieur d'un même pays aux génocides et aux épurations ethniques.

En effet, se fondant au départ sur le rejet de l'étranger par la préférence nationale, le nationalisme finit par se muer en préférence provinciale ou religieuse, pour finir en préférence ethnique ou tribale. Toutes choses qui diffèrent du patriotisme. Alors que le nationalisme est le rejet de l'autre au nom de la nation, le patriotisme est au contraire l'acceptation et l'implication de l'autre, quelles que soient ses origines, dans l'œuvre de construction de cette même nation.

Lorsque le président Léon Mba disait « Gabon d'abord », il n'entendait nullement le rejet de l'autre.

Par cette affirmation très forte, le père de l'Indépendance entendait placer le Gabon au-dessus de toutes autres considérations. Il entendait également par-là que ceux qui ont choisi le Gabon comme leur pays, doivent de même magnifier, célébrer leur nation et contribuer à son développement. C'est pourquoi le président Omar BONGO ONDIMBA pouvait dire « lorsqu'un étranger nous apporte sa force de travail, ap-

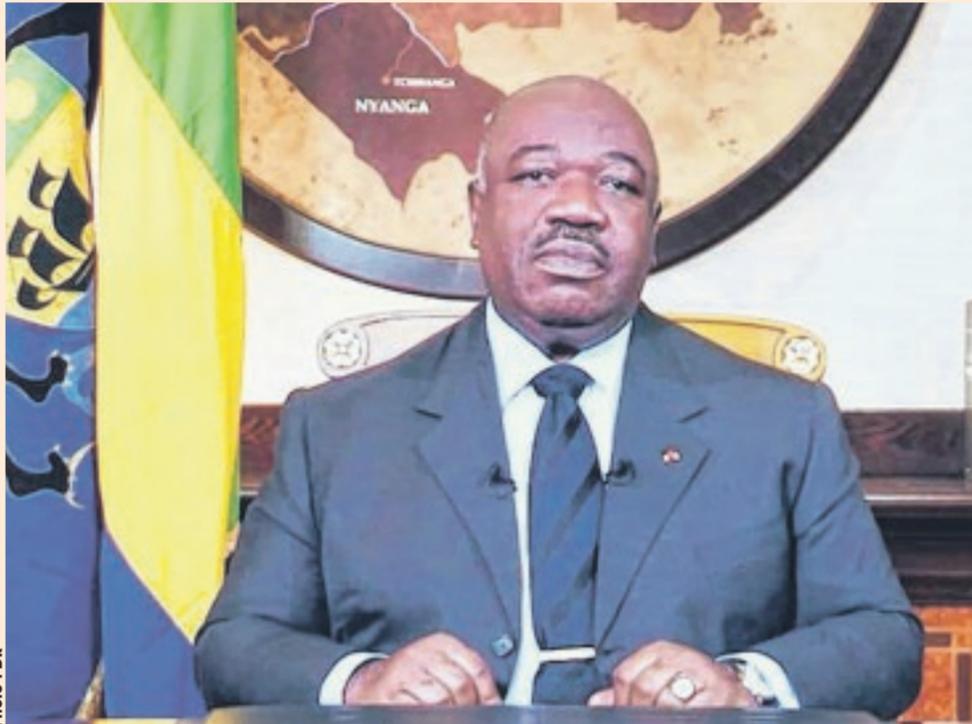


Photo : DR

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, livrant son message à la Nation.

portons-lui notre amitié en retour ».

**Ce 17 août est le jour de l'indépendance du Gabon. C'est aussi le jour de la fierté gabonaise.** Une fierté à l'image de notre souveraineté : pleine et entière. Alors, je pose une question : si le Gabon est partout respecté dans le monde, pourquoi ne le serait-il pas chez nous ? Parfois, certains de nos concitoyens sont tentés de vilipender leur pays. Ce faisant, ils se mettent hélas d'eux-mêmes en marge de la communauté nationale, en marge de cette grande entreprise de construction collective de l'avenir en commun. Et, ils affaiblissent la Nation.

## Mes chers compatriotes,

Le 17 août est pour moi, doublement, un jour de joie. Non seulement parce qu'il s'agit de notre fête nationale. Mais aussi parce qu'il me donne l'occasion de m'adresser à vous, directement et en toute franchise.

Il me semble que ce qui fait avancer toutes les sociétés humaines, c'est leur capacité à avoir un double rapport avec l'héritage légué par les générations précédentes. Ce double rapport, c'est d'un côté la préservation de ce qui constitue les éléments positifs et forts de notre identité, quelle que soit l'époque ; et d'un autre côté la rupture avec des manières de penser et d'agir du passé, qui doivent permettre à notre société de s'adapter à un nouveau contexte, d'évoluer et d'écrire de nouvelles pages de notre histoire collective.

Lorsque je me suis présenté devant vous en 2009 puis en 2016 pour assumer la responsabilité de la Présidence de la République, je vous ai fait part des ruptures qui me semblaient nécessaires pour garantir notre avenir commun.

**La première de ces ruptures est celle qui doit voir notre société et notre économie passer d'un modèle de rente et d'extraction à un modèle de production.**

La crise que nous avons vécu ces quatre dernières années nous a montré la pertinence de ce diagnostic, ainsi que la nécessité d'aller encore plus loin dans la mise en œuvre des solutions que nous avons préconisées.

Nous savons tous que le chemin qu'il nous reste à parcourir ensemble est encore long. Nous pouvons tous les jours constater à quel point notre système offre de nombreuses opportunités d'entreprendre, d'améliorer et de créer des solutions innovantes. Ne faisons pas la fine bouche devant les avancées significatives que nous avons réalisées ces dernières années.

Je songe en particulier au fait que le Gabon s'est imposé comme le premier exportateur africain de feuilles de placage, de contreplaqués et de bois sciés. Notre filière industrie du bois crée en moyenne 1000

emplois par an, dont de nombreux emplois qualifiés dans les nouvelles usines qui ouvrent leur porte, notamment dans la Zone Industrielle de Nkok.

Cette zone industrielle a d'ailleurs été primée comme l'un des meilleurs exemples africains d'industrialisation réalisés ces dernières années en Afrique.

Autre motif de satisfaction, la courbe de l'emploi repart à la hausse. Au premier semestre 2018, 5177 emplois ont été créés suivant les déclarations adressées par les entreprises à la CNSS. Cela nous laisse penser que notre objectif de créer 10 000 emplois par an sur une

période de trois ans est à portée de main, si nous poursuivons nos efforts. Ainsi, si cette dynamique se confirme, notre secteur privé emploiera de nouveau plus de personnes que notre secteur public, ce qui sera un nouveau signal de la transformation structurelle de notre économie.

Autre symbole fort : nous sommes en train d'inverser la dynamique de l'exode rural, en redonnant des perspectives attrayantes dans les villes secondaires à l'intérieur du pays. L'opérationnalisation du Fonds d'Initiatives Départementales viendra consolider cette dynamique, avec le financement des initiatives économiques lancées sur le terrain par les acteurs économiques et institutionnels qui pourront s'appuyer sur cet outil pour accélérer le développement de leur territoire.

## Mes chers compatriotes,

**La seconde rupture que nous portons est le combat pour l'égalité des chances.**

Malgré les principes fondateurs de notre modèle républicain, qui pose que toutes les gabonaises et tous les gabonais sont égaux en droit, notre société a historiquement érigé des passe-droits et avantages indus entre vieux et jeunes, hommes et femmes, personnes privilégiées ayant accès à des responsabilités contre personnes sans relations.

Nous savons tous que ces comportements sont condamnables et handicaperont notre développement. J'ai décidé de placer l'égalité des chances au cœur du projet présenté en 2016. J'ai commencé à traduire ces engagements en acte, avec la nomination de jeunes cadres méritants à des positions de responsabilité, en soutenant l'accès aux responsabilités des femmes, en universalisant l'accès aux soins de santé et en promouvant, en toute circonstance, la méritocratie. J'entends poursuivre et accentuer ce mouvement.

**L'égalité des chances, c'est aussi s'assurer que nos ressources limitées servent à ceux de nos compatriotes qui en ont le plus besoin :** les personnes âgées, les veuves, les orphelins, les personnes malades qui doivent se faire soigner et ache-

ter des médicaments, les enfants qui comptent sur l'éducation de l'école publique pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs parents, les personnes isolées qui ont besoin que l'ambulance ou les assistantes sociales viennent à eux, aux femmes sans moyens qui ont le droit d'accoucher dans la dignité.

En période de recherche d'une meilleure efficacité budgétaire, nous devons soit renoncer à notre devoir de solidarité, soit accepter de porter les réformes douloureuses mais nécessaires pour lutter contre les gaspillages et les dépenses moins opportunes que d'autres.

**J'ai fait le choix de renforcer notre politique sociale et de lutter contre les gaspillages, et j'assume cette position.**

J'ai fait le choix d'imposer la gratuité des frais d'accouchement, de rééquiper les écoles publiques et d'éclairer des quartiers laissés à eux même. Pour financer ces mesures, j'ai demandé à ce l'on paie seulement les salaires des fonctionnaires qui travaillent réellement et sont présents à leur poste, et de supprimer les doubles salaires et les avantages indus.

J'assume totalement cette position.

Certains de mes détracteurs m'ont accusé de folie d'engager ces réformes à quelques mois d'un scrutin électoral. Ils ne sont pas le Chef de l'Etat et ils n'assument pas mes responsabilités. Je dois répondre du bien-être de tous mes concitoyens et je suis prêt pour cela à endosser la responsabilité de réformes parfois impopulaires mais que j'estime nécessaires à notre bien collectif. Je serai jugé par vous et par l'histoire. J'entends, avec les gabonais de bonne volonté qui partagent ma vision de notre avenir collectif, préserver les acquis de notre héritage national, engager les ruptures indispensables qui garantiront le maintien et le développement de notre rang dans l'espace mondial, et écrire de nouvelles pages glorieuses de notre histoire nationale.

## Mes chers compatriotes,

Le Gabon est engagé résolument sur la voie de la réforme. Un mouvement d'une ampleur inédite qui nous guide vers un tout autre chemin. C'est pour cela que je parle de rupture. Cette rupture n'est pas simplement l'accumulation de réformes, fussent-elles profitables. C'est surtout une révolution des pratiques : la bataille contre le gaspillage qui doit cesser, la lutte contre la corruption que je compte éradiquer, le combat contre la mauvaise gouvernance que j'entends stopper. C'est également une révolution des mentalités : la fin de la culture du tout m'est dû, le recul d'un certain penchant pour l'oisiveté, la disparition de la culture du tout-fonction publique ou encore celle du tout attendre de l'Etat.

Lutter contre ces fléaux est fondamental. Car, mis bout à bout, ils tirent notre pays vers le bas. Ils nous entraînent vers l'abîme.

Or, comme le disait feu Son Excellence le Président Omar Bongo Ondimba, "nous n'avons pas le droit de faire du Gabon ce que nous sommes en train de faire". Gabonaises, Gabonais, réveillons-nous !

C'est cette prise de conscience qui est à l'origine de la mise en œuvre des mesures initiées depuis le début de l'année.

A commencer par le retour à une gestion plus rigoureuse. Une réforme indispensable mais qui se heurte à certains corporatismes, à certains archaïsmes. Prenez le débat sur la mise sous bons de caisse des agents publics. Une réforme, en apparence technique. En réalité,

une véritable rupture car elle doit, pour la première fois au Gabon, nous amener à vérifier que ceux qui perçoivent une rémunération sont réellement au travail, au service des Gabonaises et des Gabonais. Même chose avec les fiches de présence mises en place progressivement qui doivent nous aider à réduire considérablement l'absentéisme au sein de notre administration publique.